

L'Écossaise Sturgeon prépare le terrain

Royaume-Uni Elle va déposer un projet de loi pour un second référendum sur l'indépendance.

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Deux ans après avoir rejeté à 55,5% l'indépendance et la sortie de leur pays du Royaume-Uni, les Écossais pourraient de nouveau être prochainement appelés à revoter sur cette question. La Première ministre écossaise, Nicola Sturgeon, l'a annoncé jeudi, lors de l'ouverture du congrès du Parti national écossais (SNP): *"Je suis déterminée à ce que l'Écosse ait la possibilité de reconsidérer la question de l'indépendance avant que le Royaume-Uni ne quitte l'Union européenne - si cela est nécessaire pour protéger les intérêts de notre pays. Je peux donc confirmer aujourd'hui qu'un projet de loi sur un référendum d'indépendance sera publié pour consultation la semaine prochaine."*

Lors de la campagne du référendum britannique, la responsable indépendantiste avait fait campagne en faveur du maintien du Royaume-Uni au sein de l'UE. La population avait largement suivi son appel: si les Britanniques dans leur ensemble avaient voté à 51,9% en faveur du Brexit, 62% des Écossais s'étaient prononcés pour demeurer dans l'Union.

Le jour de l'annonce des résultats, Nicola Sturgeon avait ainsi averti qu'*"un référendum sur l'indépendance est maintenant très probable"* en raison *"du changement matériel et significatif"* des circonstances depuis le vote de septembre 2014.

Jeudi, face à la volonté renouvelée des autorités britanniques de sortir du mar-

ché unique, elle a interpellé la Première ministre britannique Theresa May: *"Si vous pensez une seconde que je ne ferai pas ce qu'il faut pour protéger les intérêts de l'Écosse, réfléchissez-y à deux fois."*

Nicola Sturgeon estime en effet que le Brexit coûterait 80 000 emplois à l'Écosse.

Les nationalistes tâtent le terrain

Il n'est cependant pas encore certain que le référendum aura lieu. Condition capitale, Londres avait accepté la tenue du vote de 2014 et le Premier ministre David Cameron s'était engagé à en entériner le résultat. Theresa May, qui lui a succédé, semble bien moins conciliante, après avoir réaffirmé il y a dix jours: *"Nous quittons l'UE en tant que Royaume-Uni."* La dirigeante du parti conservateur écossais, le principal parti d'opposition au Parlement d'Édimbourg a d'ailleurs laissé entendre début octobre qu'elle s'opposerait à la tenue d'un nouveau vote. *"Quand Nicola Sturgeon menace de remettre sur la table un nouveau référendum, la nation n'est pas derrière elle, a assuré Ruth Davidson. Elle ne parle pas pour la majorité, qui veut aller de l'avant, n'a aucune envie de repartir vers les divisions du passé. La plupart des Écossais en ont assez."*

En effet, malgré les cris de joie des membres du SNP lors de son annonce jeudi, le pays reste divisé. Selon un sondage publié au début du mois, 47% des Écossais sont opposés à l'idée d'un nou-

veau vote, 38% y sont favorables et 15% s'avouent incertains. Mais 12% des opposants au vote se sont dits prêts à changer d'avis si le Royaume-Uni sortait du marché unique.

C'est justement pour comprendre ce type de mécanisme que le SNP a imprimé début septembre un formulaire destiné à l'ensemble de la population. Les questions tournent principalement autour des éléments qui pourraient influencer leur vote: leur sentiment d'être plutôt Britannique ou Écossais, la stabilité économique et le coût

de la vie, le maintien des services publics, l'immigration, etc. *"Nous voulons connaître les inquiétudes des gens et les questions à propos desquelles ils attendent une réponse, avait expliqué Nicola Sturgeon. Nous voulons construire, si nous le pouvons, un consensus sur la route à suivre."*

Si, comme elle l'a rappelé jeudi, l'indépendance demeure sa priorité, la Première ministre écossaise n'entend pas foncer droit dans le mur.

"Je suis déterminée à ce que l'Écosse ait la possibilité de se prononcer à nouveau sur la question de l'indépendance."

NICOLA STURGEON
Première ministre écossaise.